



**Mercredi 13 février 1957,
 à 15 h. 10**

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 12 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil économique et social (chap. II à V)
 [suite] 301

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. II à V) [A/3154, A/3192, A/C.2/L.301/Rev.1, A/C.2/L.319, A/C.2/L.322] (suite)

1. En réponse à une question du **PRESIDENT, M. SARWAR** (Afghanistan) dit qu'un projet de résolution concernant les pays qui n'ont pas accès à la mer ayant été déposé (A/C.2/L.322), il retire l'amendement afghan portant sur ce sujet (A/C.2/L.320).

2. **M. DIPP GOMEZ** (République Dominicaine) dit que la République Dominicaine, dont l'économie repose sur l'exportation de produits primaires, a toujours été opposée aux pratiques commerciales discriminatoires et restrictives, qui ont détourné de leurs débouchés naturels ses exportations principales, à savoir ses exportations de sucre. Elle a subi de ce fait de sérieuses pertes en devises qui l'ont empêchée d'élever le niveau de la consommation parce que sa capacité d'importation se trouvait réduite.

3. **M. Dipp Gómez** espère que le projet de résolution des sept puissances (A/C.2/L.301/Rev.1), qu'il appuie, sera interprété de manière réaliste. Il ne peut approuver le projet de la Pologne et de la Yougoslavie (A/C.2/L.319): comme les représentants du Venezuela et de l'Argentine l'ont dit, il n'est pas nécessaire de convoquer une nouvelle conférence économique mondiale puisque divers organismes internationaux s'emploient déjà à résoudre les problèmes économiques.

4. De l'avis de **M. FLERE** (Yougoslavie), il n'est pas facile de dégager les grands traits de l'action du Conseil économique et social. Le Conseil se préoccupe avant tout du développement économique des pays sous-développés et il a examiné certains aspects de ce problème, notamment l'industrialisation et les ressources énergétiques, de façon particulièrement méthodique et complète en 1956. Les tâches des divers organes des Nations Unies dans le domaine économique sont devenues si vastes et si interdépendantes que le Conseil a dû, en 1956, jouer un rôle plus décisif dans leur coordination.

5. La délégation yougoslave souhaite sincèrement que l'activité du Conseil qui, à l'exception de l'assistance technique, continue à consister principalement en échanges de vues, revête un caractère plus concret. Il faudrait que le Conseil devienne le principal organe chargé d'établir les lignes directrices de l'action des Nations Unies dans le domaine économique et social, notamment en matière de financement et d'échanges

internationaux. C'est avec cet objectif en vue que la délégation yougoslave s'est jointe à celle de la Pologne pour présenter un projet de résolution.

6. Si les travaux du Conseil se limitent en pratique à des échanges de vues sur les questions de financement et d'échanges internationaux, c'est parce que l'on tient la situation internationale en général pour défavorable à de nouvelles entreprises économiques. Rien n'autorise à penser qu'il en soit ainsi; il serait certainement possible de renverser la tendance dans le proche avenir et de trouver le moyen d'intensifier l'action des Nations Unies sur le plan économique. Ce moyen, une conférence économique mondiale pourrait le fournir.

7. Si elle se réunissait, la conférence économique mondiale devrait tenir compte d'une double nécessité: premièrement, hâter le développement des pays sous-développés et, deuxièmement, poser des principes de coopération économique qui permettent à tous les pays de participer pleinement à des échanges mutuellement profitables. Elle favoriserait ainsi l'intégration de l'économie mondiale et contribuerait dans une large mesure à faire disparaître les divergences existant en matière économique et politique.

8. Comme la convocation d'une conférence de ce genre dépend en grande partie de la situation internationale, **M. Flere** ne propose pas que la Commission prenne une décision définitive, mais, plutôt, que le Conseil économique et social examine la question à sa vingt-quatrième session.

9. **Sir Alec RANDALL** (Royaume-Uni) souligne l'intérêt que son pays porte à l'expansion des échanges internationaux. Il pense que tous les pays souscriront au principe d'une coopération aussi large que possible dans le domaine commercial. Toutefois, après avoir entendu les déclarations des représentants de l'URSS et de la Pologne à la 439^e séance, **sir Alec Randall** a l'impression que le Gouvernement de l'Union soviétique attend d'une conférence économique mondiale qu'elle lui fournisse l'occasion de soulever un certain nombre de questions politiques très controversées dont d'autres organes des Nations Unies se sont déjà occupés. Certes, il y aurait maints arguments à lui opposer, mais le représentant du Royaume-Uni ne voit pas en quoi une telle réunion pourrait contribuer à développer le commerce mondial et aider les pays à se comprendre mieux.

10. Le représentant de la Pologne a formulé d'intéressantes observations sur le projet de résolution des sept puissances et sur certaines organisations internationales qui cherchent à développer les relations économiques et commerciales entre Etats, mais il devrait peut-être, et avec lui ceux qui pensent aussi que le système existant est insuffisant ou ne comprennent pas très bien ce qui en est dit dans le projet de résolution, prendre connaissance du rapport sur le système international de coopération commerciale présenté par le Secrétaire général à la vingt-deuxième session du Conseil (E/2897). Il verrait que, pour combler les lacunes,

si lacunes il y a, il existe de bien meilleurs moyens que de réunir une conférence économique mondiale. Il ne suffit pas de dire, comme le représentant de Ceylan, qu'il n'y a pas de raisons pour qu'une telle conférence ne favorise pas l'expansion du commerce international. Le représentant des Pays-Bas, dans la déclaration qu'il a faite à la 439^{ème} séance, a démontré de façon convaincante qu'une seule vaste réunion ne répondrait pas au besoin véritable, celui d'une organisation permanente, et n'entraînerait aucune amélioration pour les organisations existantes.

11. Revenant sur certaines des remarques du représentant de la Pologne, sir Alec Randall note en premier lieu que la résolution des sept puissances traite du commerce international et que les observations relatives à la pauvreté dans le monde, si importantes qu'elles soient en elles-mêmes, sont déplacées en l'occurrence. Comme on peut le voir en examinant le document publié par le Secrétariat en avril 1955 sous le titre *Pour une libération des échanges* (E/2737), il n'est pas vrai que toutes les entraves aux échanges entre les pays capitalistes et socialistes subsistent et que le déséquilibre de la production soit particulier au monde capitaliste. Des événements récents ont montré qu'une économie hautement centralisée et planifiée n'assure pas automatiquement, du simple fait qu'elle est très centralisée et planifiée, la prospérité, la sécurité ou même la liberté aux ouvriers et paysans. A propos des organismes qui s'emploient actuellement à développer le commerce mondial, le représentant de la Pologne a déclaré que des institutions comme la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international exercent une action par trop modeste dont les résultats sont fort maigres, que leur composition est restreinte et qu'il faudrait examiner la possibilité de créer une organisation internationale du commerce entièrement nouvelle. Sir Alec Randall a la certitude que les pays — dont tous ne sont pas capitalistes — qui ont bénéficié de l'aide de la Banque et du Fonds ne seront pas d'accord avec le représentant de la Pologne. D'ailleurs, les chiffres cités par le représentant de la Pologne se rapportent tous à des dates antérieures au mois d'août 1956; or, les chiffres les plus récents montrent, par exemple, que les opérations du Fonds se sont élevées jusqu'à présent à 2 milliards 105 millions de dollars et que la Banque a accordé des prêts d'un montant de 2 milliards 922 millions de dollars jusqu'à la fin de décembre 1956; ce n'est certes pas là une action de faible envergure. Quant à la composition des organismes en question, le représentant de la Pologne est tout à fait dans l'erreur, comme le représentant des Pays-Bas l'a souligné; par exemple, la Tchécoslovaquie est partie contractante à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'article 2 de l'accord portant création de l'organisation de coopération commerciale permet aux Etats non signataires du GATT de devenir membres de cette organisation. Des pays à économie socialiste ont appartenu dans le passé à la Banque et au Fonds qui comptent chacun 60 membres, et ont profité de leur activité.

12. Ainsi, une conférence commerciale mondiale comme celle que proposent les délégations de l'URSS et de la Pologne non seulement nuirait aux organisations existantes qui ont fait beaucoup et pourraient faire davantage encore si la coopération s'intensifiait, mais aussi tendrait à minimiser tous les efforts déployés pour préparer la création de l'organisation internationale du commerce dans le cadre du GATT. En votant

pour le projet de résolution de ces délégations, la Commission excuserait les attaques injustifiées que le représentant de la Pologne a lancées contre certaines institutions très utiles. D'ailleurs, ces institutions sont des organes dûment habilités à procéder à des revisions et à des modifications et il est absurde de penser que le Conseil économique et social, dont l'ordre du jour est déjà chargé, pourrait s'acquitter convenablement d'une telle tâche. Le mieux, pratiquement, est d'assurer la ratification, par tous les pays, de l'accord portant création de l'organisation internationale du commerce, comme les sept puissances le proposent au paragraphe 3 du dispositif de leur projet de résolution.

13. Pour le représentant de la Pologne, le moment est venu d'examiner sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies les meilleures formes de coopération économique entre pays à structure sociale différente. Or, à aucun moment, cette coopération n'a cessé de se manifester. Il y a quelques semaines seulement, le Gouvernement du Royaume-Uni concluait avec le Gouvernement polonais un nouvel accord commercial pour l'échange d'un volume important de marchandises. La presse a annoncé, d'autre part, que le Gouvernement français venait de conclure avec l'URSS un accord prévoyant des échanges de marchandises d'une valeur de 274 millions de dollars. On pourrait citer beaucoup d'autres exemples. Les divergences politiques n'entravent pas le commerce international. D'ailleurs, les tenants des deux systèmes économiques ont continuellement l'occasion de se rencontrer à l'Organisation des Nations Unies, par exemple, dans les commissions régionales et au Conseil économique et social. Il serait possible de multiplier ces contacts, notamment si l'URSS modifiait suffisamment sa politique économique pour rendre le marché soviétique plus intéressant et plus accessible.

14. La délégation du Royaume-Uni est persuadée que les organisations existantes, dont l'URSS et les autres pays à économie planifiée sont ou peuvent être membres, constituent un cadre tout à fait satisfaisant. Il est certainement préférable d'essayer de les utiliser pleinement et, si le représentant de la Pologne et d'autres représentants du même avis pensent qu'il est possible de les améliorer, il ne tient qu'à eux de formuler des propositions appropriées à cet effet. Pour les raisons qui précèdent, la délégation du Royaume-Uni votera contre le projet de résolution des deux puissances et elle espère que la résolution dont elle est coauteur sera adoptée à une forte majorité.

15. M. CROLL (Canada) voudrait exposer ce qu'est devenue la position de sa délégation à l'égard de la coopération économique internationale depuis l'été de 1956, époque depuis laquelle la situation politique et économique du monde s'est modifiée. En ce qui concerne le système international propre à favoriser la coopération commerciale, il lui semble que les débats de la Commission ont donné lieu à certains malentendus.

16. Les pays qui, comme le Canada, sont en faveur du projet de résolution des sept puissances ne croient pas, contrairement à ce que semble penser le représentant de la Pologne, que le système actuel est le meilleur possible, mais ils estiment que ce projet de résolution donne une image exacte de la situation actuelle en matière de coopération économique internationale et propose un moyen réaliste et pratique de ménager des progrès. Dans sa résolution 614 A (XXII), le Conseil économique et social a invité les gouvernements des Etats Membres à soumettre prochainement au Secrétaire général leurs observations sur le système inter-

national de coopération commerciale; en votant pour cette résolution, la délégation canadienne a montré qu'elle désirait participer à cette révision du système actuel, qui devrait se révéler fructueuse. On ne peut donc accuser les délégations qui sont en faveur du projet de résolution des sept puissances de vouloir se contenter du système actuel qu'elles trouveraient très satisfaisant. D'ailleurs, ainsi que le représentant des Pays-Bas l'a déclaré à la 439ème séance, les organisations actuelles sont assez souples pour être adaptées à de nouvelles situations.

17. En fait, la délégation canadienne pense que les institutions existantes et l'organisation de coopération commerciale proposée offrent le meilleur moyen de trouver une solution pratique aux problèmes qui occupent la Commission. Des principes universels ne peuvent être admis en un jour, et il est plus facile de réaliser des progrès tangibles par des mesures concrètes. C'est dans cet esprit que le Canada a négocié des accords commerciaux avec des pays à structure économique très différente. Il arrive naturellement que l'on considère les réalisations des organismes connus comme allant de soi et qu'on les sous-estime rétrospectivement. L'œuvre du GATT, par exemple, est à tous points de vue remarquable: les concessions tarifaires négociées au titre de l'Accord général s'appliquent à plus de 50 pour 100 des échanges internationaux. De même que le GATT, le Fonds monétaire international a fait sensiblement réduire les restrictions quantitatives imposées aux importations ainsi que les autres entraves aux échanges et la discrimination dans ces domaines. La Commission a déjà entendu des chiffres montrant l'importance de l'action du Fonds et de la Banque. Comme l'ont fait observer d'autres représentants, les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées s'emploient activement et utilement à développer les échanges internationaux. Le système international existant actuellement dans le domaine économique vient d'ailleurs d'être encore amélioré. La société financière internationale a été créée, et en 1955 et 1956, le GATT a été adapté aux besoins des pays peu développés. Le représentant du Canada est certain que d'autres modifications peuvent être apportées au système actuel pour faire face aux nouveaux problèmes à mesure qu'ils se présentent.

18. En ce qui concerne le projet de résolution présenté par la Pologne et la Yougoslavie, M. Croll pense avec le représentant de la Pologne qu'il faut prendre des mesures internationales pour coordonner tous les secteurs économiques, mais il craint fort qu'une conférence économique mondiale ne permette pas d'atteindre cet objectif ou d'aboutir à des conclusions de valeur pratique durable. Ainsi que la délégation canadienne l'a fait observer au cours de la vingt-deuxième session du Conseil économique et social, les relations économiques s'améliorent entre les pays dont l'économie est soumise à une planification centralisée et les pays occidentaux, mais il est peu probable qu'une conférence du genre envisagé les améliore davantage. La délégation canadienne doute qu'une telle conférence soit capable de prendre aucune mesure utile qui ne puisse être adoptée d'une manière ou d'une autre dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et des organes internationaux existants. En réalité, les travaux de cette conférence pourraient nuire à l'œuvre déjà entreprise. En conséquence, la délégation canadienne votera pour le projet de résolution des sept puissances et contre le projet de résolution des deux puissances.

19. Pour M. Gopala MENON (Inde), les deux projets de résolution sont complémentaires. Si une conférence économique mondiale doit avoir lieu en 1957 ou 1958, il est difficile de voir comment elle pourrait affaiblir les organisations économiques internationales existantes; au contraire, elle pourrait fort bien les renforcer. Certains représentants ont fait valoir que la question à l'étude est surtout de nature politique et qu'il est donc inutile de convoquer une conférence tant que les grands problèmes politiques ne seront pas résolus. Or, les difficultés politiques peuvent engendrer des crises économiques, et vice versa. Il est donc difficile de ne pas appuyer le projet de résolution présenté par la Pologne et la Yougoslavie.

20. D'autre part, l'Inde est partie contractante au GATT, qu'elle estime extrêmement utile. Il faut par conséquent espérer que l'organisation de coopération commerciale proposée sera bientôt créée. L'Inde est heureuse de bénéficier de l'aide du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, mais cela ne l'empêche pas d'envisager favorablement la convocation d'une conférence économique mondiale. Dans leur projet de résolution, la Pologne et la Yougoslavie ne proposent pas qu'une conférence soit convoquée, mais seulement que le Conseil envisage la convocation d'une telle conférence, ce qui peut être considéré comme l'une des fonctions du Conseil, telles qu'elles sont définies à l'Article 62 de la Charte des Nations Unies. La délégation indienne votera pour ce projet de résolution.

21. M. Gopala Menon n'a d'objection au projet des sept puissances qu'en ce qui concerne le quatrième considérant. Il demande donc aux auteurs de supprimer le mot "approprié" et de donner à la fin du paragraphe, après les mots "un rôle très utile", la rédaction suivante: "et reconnaissant l'opportunité de renforcer le système existant en évitant que les fonctions et activités de ces organismes fassent double emploi."

22. Pour terminer, M. Gopala Menon note avec satisfaction que les Etats-Unis sont l'un des auteurs du projet de résolution.

23. M. CHA (Chine) déclare que sa délégation votera pour le projet de résolution des sept puissances. Tous les organes internationaux qui s'occupent déjà du développement de la coopération économique internationale et de l'expansion des échanges internationaux font œuvre utile dans leurs domaines respectifs. Il regrette que l'organisation commerciale internationale envisagée n'ait pas été créée. Toutefois, il espère que, lorsqu'elle aura été établie, cette organisation aidera beaucoup à résoudre les problèmes économiques mondiaux. A cet égard, le dernier paragraphe du projet de résolution des sept puissances est particulièrement opportun.

24. La Chine estime qu'il faut supprimer les restrictions économiques qui entravent les échanges et ne conserver que les mesures destinées à éviter la domination politique. Le réseau actuel d'organes internationaux s'occupant de problèmes économiques semble être suffisant, mais il faut s'assurer que leurs travaux ne fassent pas double emploi.

25. La délégation chinoise ne peut appuyer le projet de résolution présenté par la Pologne et la Yougoslavie, car il est manifeste qu'on ne saurait résoudre les problèmes économiques mondiaux par la simple convocation d'une conférence économique mondiale. Ces problèmes appellent une solution à long terme qu'il faut

trouver par les moyens déjà existants. La proposition présentée par la Pologne et la Yougoslavie est destinée uniquement à faire entrer dans le bloc soviétique les pays qui ne sont pas déjà sous la domination politique de l'Union soviétique.

26. Selon M. ALMEIDA (Brésil), il y aura toujours des moments où la réunion d'une conférence économique mondiale se révélera nécessaire. Il est essentiel, à présent plus que jamais, d'examiner la situation économique mondiale du point de vue des pays sous-développés plutôt que du point de vue des pays industrialisés. Les études économiques qui ont été faites montrent que le libre jeu de l'offre et de la demande ne favorise pas l'équilibre entre les divers facteurs de la production, et par conséquent ne contribue pas à assurer une plus grande égalité de revenu entre les pays développés et les pays sous-développés. Comme M. Myrdal, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, l'a fait observer, le développement économique, livré à lui-même, est un processus circulaire et cumulatif qui tend à favoriser les pays riches tandis que les pays pauvres subissent les répercussions néfastes de l'expansion économique des pays évolués.

27. La plupart des organisations économiques internationales existantes insistent, dans les conseils qu'elles donnent aux pays pauvres, sur la liberté du commerce et des paiements, qui ne peut être réalisée que par un accroissement de la production primaire destinée à l'exportation. Or une telle politique conduirait, dans les pays sous-développés, au marasme ou à la récession économique.

28. On ne peut pas attendre beaucoup des mouvements naturels de capitaux pour corriger les inégalités entre les divers pays du monde. Les capitaux ont tendance à fuir les pays sous-développés et à s'investir de préférence dans les pays développés qui leur offrent un revenu substantiel et la sécurité. Livrés à eux-mêmes, le commerce international et les mouvements de capitaux risquent de compromettre le développement économique des pays sous-développés. Il y a là de graves dangers qu'il convient d'examiner et d'évaluer avec le plus grand soin. Les forces économiques naturelles tendent de plus en plus à accentuer les inégalités du développement économique des divers pays du monde.

29. Les efforts déployés en vue de réaliser l'intégration économique de l'Europe occidentale militent également en faveur d'un examen minutieux de la situation économique mondiale. La constitution, par certains pays de l'Europe occidentale, dont plusieurs sont de grandes puissances coloniales, d'un marché commun ou d'une union douanière peut, ou bien faire progresser le développement de l'économie mondiale avec un dynamisme accru, ou bien porter un coup fatal aux exportations de l'Amérique latine à destination de l'Europe.

30. Le système international de réglementation économique s'est beaucoup amélioré au cours des dernières années, mais il reste encore beaucoup à faire. Aussi la proposition tendant à inviter le Conseil économique et social à étudier la possibilité de convoquer une conférence économique mondiale est-elle tout à fait opportune.

31. Par contre, le projet de résolution des sept puissances ne prend pas en considération tous les éléments dont les pays sous-développés estiment qu'il faut tenir compte si l'on veut étudier la question de l'expansion du commerce international sous tous ses aspects; en particulier, il ne fait aucune distinction entre les politi-

ques commerciales à long terme et les mesures à court terme, du point de vue des effets qu'elles peuvent avoir sur le développement économique. Il suppose en outre que les organismes et accords internationaux existants dans le domaine du commerce et des paiements internationaux sont satisfaisants.

32. Comme suite à la résolution 592 (XX) du Conseil, le Secrétaire général a rédigé un rapport sur le système international de coopération commerciale (E/2897). Tant que l'on n'aura pas reçu et analysé les réponses au questionnaire adressé aux gouvernements à propos de ce rapport, on ne pourra prendre aucune mesure, que ce soit pour consolider le système existant ou pour convoquer une nouvelle conférence. En attendant, la délégation brésilienne ne peut pas prendre position à l'égard des solutions proposées dans les deux projets de résolution. Se prononcer en faveur de l'un ou de l'autre serait préjuger la décision que les gouvernements pourront prendre sur cette question qu'ils sont en train d'examiner. M. Almeida s'abstiendra donc lors du vote sur l'un et l'autre textes.

33. Le Brésil comprend le souci des pays d'Amérique du Sud qui n'ont pas accès à la mer et votera pour le projet de résolution présenté par l'Afghanistan, la Bolivie, le Laos et le Népal (A/C.2/L.322).

34. M. CHAUVET (Haïti) votera contre le projet de résolution présenté par la Pologne et la Yougoslavie parce qu'il estime que les organismes internationaux existants constituent un cadre approprié pour l'examen des problèmes commerciaux.

35. M. LYCHOWSKI (Pologne) dit qu'il est frappant de constater avec quelle facilité les adversaires du projet de résolution présenté par la Pologne et la Yougoslavie ont pu trouver des arguments en faveur d'une politique consistant à ne rien faire pour développer la coopération économique internationale. Toute proposition recommandant d'aborder le problème sous un autre angle semble rencontrer leur hostilité.

36. M. Lychowski ne pense pas, contrairement à ce qu'a déclaré le représentant du Venezuela, que les questions politiques et les questions économiques doivent être traitées séparément. Au contraire, bon nombre des difficultés politiques auxquelles le monde se heurte à l'heure actuelle ont pour origine des problèmes économiques. De toute évidence les deux catégories de questions doivent être examinées conjointement.

37. Plusieurs représentants ont laissé entendre que les délégations polonaise et yougoslave proposaient en réalité la création d'une organisation nouvelle qui serait chargée de favoriser le commerce international. Il n'en est rien. Tout ce qu'elles demandent dans leur projet de résolution, c'est que le Conseil examine à sa vingt-quatrième session la possibilité de réunir une conférence économique mondiale. La création d'un organe chargé des questions commerciales pourrait faire l'objet d'une décision du Conseil à une date ultérieure.

38. Certaines délégations se sont demandé pourquoi il était nécessaire d'inviter le Conseil économique et social à entreprendre une tâche qui relève normalement de sa compétence. La raison en est que l'examen de cette question au Conseil devrait se faire dans une atmosphère de compréhension et compte tenu des problèmes économiques qui se posent actuellement dans le monde. Le représentant du Brésil a souligné qu'il était nécessaire d'examiner périodiquement ces problèmes et a déclaré que si l'on persistait à laisser les forces économiques jouer librement, la situation des pays sous-développés continuerait à s'aggraver. C'est

précisément parce qu'elles veulent voir contrôler ces forces que les délégations polonaise et yougoslave ont présenté leur projet de résolution. Elles ne prétendent pas que la conférence proposée résoudra tous les problèmes économiques du monde, mais elles estiment qu'elle pourrait tout au moins tracer les grandes lignes de l'action internationale future. La conférence n'essaierait nullement de discuter une quantité innombrable de questions dans un court laps de temps; elle s'efforcerait simplement de tirer de la situation économique actuelle des conclusions générales et de les communiquer à l'Assemblée générale à sa douzième session.

39. On a également soutenu que les organismes économiques existants constituaient un cadre approprié. Le représentant de l'Argentine, en particulier, a insisté sur la multitude de ces organismes et sur la charge administrative qu'ils représentent pour les divers gouvernements. Cette prolifération tient précisément au fait que les problèmes économiques ont toujours été abordés de façon fragmentaire. La conférence proposée pourrait élaborer un plan général de coordination. De nombreux représentants ont dit que l'on devrait renforcer et améliorer les organisations existantes, mais on voit difficilement comment cela pourrait être fait sans proposition du genre de celles que pourrait examiner la conférence économique mondiale.

40. Le représentant du Royaume-Uni a accusé M. Lychowski d'attaquer injustement la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et

le Fonds monétaire international. M. Lychowski a pourtant clairement indiqué qu'il ne voulait formuler aucune critique à l'égard de ces institutions. Il faut reconnaître, toutefois, que leur rôle a été assez modeste au regard des besoins des pays sous-développés. Les chiffres supplémentaires cités par le représentant du Royaume-Uni n'affaiblissent en aucune manière cette assertion.

41. M. Lychowski n'a pas dit que les pays socialistes d'Europe orientale avaient été exclus de la Banque ou du Fonds. Il s'est référé au GATT et à l'organisation de coopération commerciale, qui, en dépit de ce qu'a dit le représentant des Pays-Bas, sont des organisations fermées. Aucune disposition de leur statut ne permet d'élargir leur composition actuelle.

42. Le représentant du Royaume-Uni a dit que la conférence envisagée ne serait qu'un prétexte à récriminations politiques. C'est le contraire qui est vrai. L'objet de la conférence serait d'examiner les moyens de favoriser la coopération économique internationale, quelle que soit la structure politique, sociale ou économique des pays intéressés. Il y aurait, de toute évidence, intérêt à examiner les systèmes socialistes et capitalistes et les moyens d'intensifier le commerce entre les pays des deux catégories. Certes, il existe des accords bilatéraux entre Etats capitalistes et Etats socialistes, mais cela n'empêche pas qu'il est encore possible d'améliorer d'une façon générale les relations économiques entre les deux systèmes.

La séance est levée à 17 heures.

